

AP-HM : le bras de fer commence

Il faut que les Marseillais le comprennent; ils sont en train de perdre ce qu'ils ont de plus précieux: leur droit à la santé", rumine une infirmière. Autour d'elle, sur le parvis de l'hôpital Nord, une foule d'agents se disperse pour rejoindre leurs postes de travail. "Sonnés", "abasourdis", "écoeuvrés" disent-ils, par le sombre tableau que viennent de leur dépeindre les syndicats de l'AP-HM.

FO, la CGT, la Coordination Infirmière ont commencé hier leur tournée de mobilisation sur tous les sites hospitaliers. Loin d'apaiser les inquiétudes, la démission aux allures de limogeage du directeur général Jean-Jacques Romatet en début de semaine n'a fait que jeter de l'huile sur le feu. Et attiser la colère. C'est désormais un incendie social qui couve sous le contrat de retour à l'équilibre financier (CREF): ce plan d'économies drastiques refusé par le corps médical, que l'État veut imposer au 3^e CHU de France.

Les agents "prêts à tout arrêter"

"On nous demande d'économiser 82 millions d'euros dont 30 dès cette année. Cela implique de réduire de 10% nos effectifs, soit plus d'un millier de postes, cela signifie que des lits vont fermer, que l'hôpital Nord va être transformé en hospice, que Sainte-Marguerite ne sera plus un hôpital", a résumé Audrey Jolibois (FO), pour qui "ces efforts équivalent à la fermeture des hôpitaux Sud". Eric Audouy (CNI) a enchaîné: "Nos conditions de travail sont déjà dégradées. Si l'on va plus loin, les soins à la population ne seront plus au niveau. Et ça, nous ne pourrions pas l'accepter."

La nouvelle directrice, Catherine Geindré, ex-directrice du petit CHU d'Amiens, arrivera mardi dans le chaudron marseillais. Elle aurait déjà pris rendez-vous avec Jean-Claude Gaudin, président de l'AP-HM, qui, dans nos colonnes hier, s'est déclaré "solidaire des médecins et des personnels hospitaliers": prévenant déjà Mme Geindré: "La grève risque d'être sévère".

"Il va falloir que la nouvelle di-



"Les économies que le ministère demande équivalent à la fermeture de l'hôpital Sainte-Marguerite", ont expliqué les syndicats aux agents de l'hôpital Nord.

/PHOTO DAVID ROSSI

rectrice apprenne ce qu'est l'AP-HM. Cela prendra du temps, et nous n'avons pas de temps à perdre! On nous annonce une directrice à poigne. Mais si cette dame arrive sans rien dans les poches, ce sera le bras de fer! Il faudra être prêts à tout arrêter. Car si on ne se bat pas, ce sera la fin du service public hospitalier", a conclu Danielle Ceccaldi (CGT), sous une salve d'applaudissements.

Dans un courrier commun, les représentants des médecins (CME) et l'Iniersyndicale ont demandé un rendez-vous à la ministre de la Santé, Marisol Touraine. À ce jour, ils restent sans réponse. Sans réponse aussi, la demande de rencontre adressée il y a 4 mois par les syndicats au directeur de l'Agence régionale de santé (ARS), Paul Castel. Hier, le cabinet de la ministre n'a pas davantage donné suite à nos demandes d'interview.

Sophie MANELLI

Un véritable incendie social couve parmi les agents de l'hôpital public. Ils attendent de pied ferme la nouvelle directrice

DES INFIRMIÈRES TÉMOIGNENT

"On court après les draps, les repas, les médicaments"

"On n'y arrive plus, souffle une cadre de santé en remontant dans son service après l'assemblée générale. Les effectifs ont tellement été réduits que tout l'hôpital dysfonctionne. À commencer par les plannings. Quand une infirmière manque, elle n'est plus remplacée. On est obligés de se débrouiller. Le système D, en permanence."

Dimanche dernier, raconte-t-elle, une infirmière est tombée malade. "Le cadre de garde, qui a désormais la charge de tout l'hôpital Nord le week-end, a demandé un coup de main dans une autre unité. Mais celle-ci était débordée, et la collègue ne s'est jamais présentée. Du coup, dans le service, il a fallu se débrouiller. Avec une seule infirmière. Pour 27 malades..."

Ce même jour, dans ce même service, le chariot repas est arrivé... vide. "Cela se produit régulièrement. On ne sait pas ce qui cloche. On se débrouille pour grappiller des plateaux, des biscottes dans d'autres unités". D'ailleurs, les repas étant commandés la veille, "rien n'est prévu pour les malades qui entrent le matin", poursuit la cadre.

À l'hôpital Nord comme ailleurs, la logistique hospitalière ne suit plus. "Aux urgences de la Timone, on manque de thermomètres, de pansements, de gobelets en plastique. On les rince pour les réutiliser", témoigne une aide-soignante.



Des infirmières obligées de "soigner à la chaîne", sans disposer de temps à consacrer aux malades.

/PHOTO LP

"Depuis que la logistique de l'hôpital -cuisines, blanchisserie, stérilisation- a été centralisée sur la plate-forme de la Calade dans le 15^e, rien ne va plus", explique une de ses collègues. "On n'a plus de linge pour s'habiller, ou alors il arrive de la blanchisserie tout cartonné, sentant mauvais. On va régulièrement piquer des blouses dans d'autres services, où les cadres font des stocks, même si c'est interdit."

Trouver des draps, des couvertures pour les malades tient parfois du challenge: "On fait dormir des patients dans des draps jetables, et il nous arrive de demander aux fa-

milles d'aller chercher des couvertures chez elles". Le ménage aussi manque de bras. "L'hygiène, c'est pourtant la base de la qualité des soins", commente un infirmier. "Dans mon service, il n'y a plus qu'une femme de ménage. Quand elle est en repos, on se débrouille pour nettoyer nous-mêmes. Ou pas...". lui répond la cadre de santé. "À la Timone, le nettoyage du linge et des locaux laisse tellement à désirer que certains agents ont attrapé la gale", assure une de leurs collègues.

Tout ce temps passé à courir après des draps, des repas, des médicaments qui n'arrivent pas correctement (ou pas à temps) des pharmacies centrales, "nous ne le passons plus au chevet des malades", regrettent ces infirmières, qui se disent "stressées", "fatiguées". Et surtout "frustrées d'être obligées de soigner à la chaîne", sans pouvoir "faire leur métier correctement". Alors quand on leur parle de nouvelles réductions d'effectifs... "Cela signifie qu'il faudra forcément fermer des lits. On ne pourra plus soigner tout le monde. Il ne faut pas oublier que l'hôpital public accueille les patients que les cliniques privées ne veulent pas. Pathologies lourdes, malformations cardiaques, maladies neurodégénératives: ces maladies pas rentables, mal prises en charge par la Sécu, qui les soignera si l'hôpital n'est plus là?" S.M.A.